



# CHARTER BIG DATA NATION

---

FRANCE  DIGITALE

# POUR UNE BIG DATA NATION

France Digitale, l'association des entrepreneurs et des investisseurs du numérique, s'engage pour que la France devienne une Big Data Nation.

La compétition internationale est féroce: aux enjeux économiques se superposent des enjeux géopolitiques pour contrôler le chemin de la ruée vers l'« or digital ».

## LES BIG DATA SONT AU 21ÈME SIÈCLE CE QUE LE CHARBON ÉTAIT À LA PREMIÈRE RÉVOLUTION INDUSTRIELLE.

Elles permettent de créer de nouveaux modes de production et de consommation. Les acteurs économiques en sont des protagonistes-clé et créent de la valeur autour de ces données brutes.

Une économie colossale se crée autour de la collecte, du stockage et de l'analyse des données. Chaque maillon de cette chaîne pose de nombreuses questions, économiques, financières, logistiques et philosophiques. Ces questions cruciales peinent pourtant à obtenir une réponse politique.

**Tout changement des modes de production et de consommation finit par entraîner des changements d'ordre politique et social.**

## L'ouverture des données publiques est un enjeu de transparence pour «une démocratie augmentée».

Des exercices démocratiques inédits ont été initiés, par exemple en ouvrant aux citoyens les travaux sur la Loi République Numérique. Transparence et changement de l'exercice démocratique sont les piliers de l'ouverture des données.

La France prend la mesure de la Révolution du Big Data et a pris quelques longueurs d'avance, en termes de modernisation de l'action publique, comme le démontrent la loi sur une République Numérique et la Mission Etalab. Nous pouvons aller encore plus loin, pour que la France s'impose comme The Open Data Nation.

D'ici 2018, l'ouverture des données publiques s'imposera par la loi aux administrations et aux services publics administratifs. L'ouverture des données suppose un cadre d'ouverture stable et lisible pour faciliter leur réutilisation. Plus encore, la gouvernance de ces données constitue une exigence-clé pour insuffler leur valorisation.

France Digitale a mené une consultation en ligne afin de façonner des propositions concrètes pour faire de la France The Open Data Nation. Les startups se sont saisies des opportunités existantes et sont force de propositions pour aller plus vite, plus loin.

## #PREMIER COMMANDEMENT

### LES DONNÉES D'INTÉRÊT GÉNÉRAL TU OUVRIRAS



Certaines données collectées par les acteurs privés peuvent avoir un intérêt d'ordre général. Si des données privées peuvent empêcher les embouteillages, prévenir des maladies ou faire reculer la malnutrition, peut-on envisager qu'elles restent accessibles au public, notamment à la recherche?

Le conflit de l'été 2016 entre Citymapper et la RATP a révélé le flou existant sur l'ouverture des données des services publics industriel et commercial. L'ouverture des données d'intérêt général dans les services publics industriel et commercial et dans les entreprises privées doit s'inscrire dans une réflexion stratégique de long terme. Cette ouverture s'inscrit dans une démarche d'innovation afin d'entrevoir de nouvelles interactions et activer de nouveaux partenariats.

#### Proposition

**Fournir une définition claire d'une donnée d'intérêt général. Ce type de données publiées doit être défini par la loi (transports, déclarations environnementales...)**

## #DEUXIÈME COMMANDEMENT

### LES DONNÉES PRIVÉES TU PROTÉGERAS



La France a su construire un modèle économique différent des Etats-Unis : les données de l'utilisateur continuent à lui appartenir.

Ce modèle original doit continuer à être défendu. Il s'agirait de faire en sorte que des données nécessaires à un service, comme le pilotage à distance d'une machine à laver dans sa maison ou la conduite d'une voiture, ne puissent pas être utilisées à d'autres fins.

#### Proposition

- **Programme de prévention et d'information en milieu scolaire sur la protection des données personnelles**
- **Créer une hotline à destination des personnes qui ne comprennent pas comment leurs données vont être utilisées suite au bouleversement de l'open data (hotline = site web + chatbot + téléconseiller + droit opposable + assistance juridique)**
- **Assurer une meilleure visibilité des contrats que les usagers signent.**

## #TROISIÈME COMMANDEMENT

### LES PUBLIC DATA EN OPEN DATA TU TRANSFORMERAS



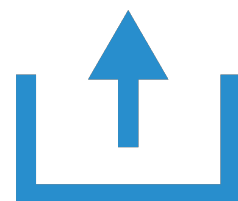
Les données collectées et stockées par l'Etat doivent pouvoir être traitées par les acteurs non-étatiques, à condition que ces données gardent leur caractère d'intérêt général.

#### Propositions

- Publier la liste des administrations qui ont mis en ligne leurs données, et pour les autres, un calendrier de prévision de publication
- Se concentrer sur les données qui ont une valeur sociale ou sociétale, comme par exemple les données de santé (données d'intérêt général)
- Inclure la notion de clause open data dans tout marché public (comme le font par exemple les villes)
- Organiser régulièrement des hackathons avec des données dans les administrations publiques.
- Travailler la donnée comme infrastructure, avec le niveau de qualité et d'accessibilité qu'exige l'industrie : qualité des API, accessibilité 24/24 7/7, fraîcheur des données.

## #QUATRIÈME COMMANDEMENT

### LA GOUVERNANCE DE LA DATA, TU RÉFORMERAS



La data bouleverse les modes de gouvernance. Avec la Blockchain par exemple, les données sont réparties partout sur la planète et il n'est plus possible d'intervenir dessus du moment qu'elles existent. Dans ce contexte, les modes de gouvernance du numérique ne sont plus applicables tels qu'ils existent aujourd'hui.

#### Propositions

- Créer une nouvelle expertise à mi-chemin entre datascience et légal pour pouvoir mesurer la valeur financière marginale d'une donnée personnelle dans un processus citoyen
- Financer des hackers (sous contrat avec l'Etat)
- Revoir le mode de nomination des membres de la CNIL, qui seraient désormais tirés au sort pour un mandat de deux ans
- Populariser la blockchain dans les processus de prise de décisions



## #CINQUIÈME COMMANDEMENT

### L'EUROPE DE LA DATA, TU CONSTRUIRAS

Il ne pourra y avoir de « big data nation » sans « big data union ». Le marché unique du numérique ne peut être un rassemblement de 28 marchés nationaux : il faut également avoir une approche européenne de la protection des données

L'économie du data est éminemment géopolitique. La force de frappe américaine ne permet pas aux entreprises européennes du numérique de faire le poids

#### Proposition

- **Plutôt que de s'enfermer dans des projets de data centers européens, nous préconisons des GIX régionaux pour créer d'autres chemins de communication.**
- **Réaliser le marché unique du numérique en commençant par harmoniser les réglementations nationales sur les données.**
- **S'appuyer sur les harmonisations européennes déjà prévues, par exemple le Règlement général européen de protection des données personnelles 2016/679 applicable en mai 2018 (refonte complète de la loi Informatique et Libertés à anticiper).**